

## RSF dénonce un pluralisme médiatique de façade au Burundi

Reporters sans frontières, 17.05.2017 BURUNDI Deux ans déjà que les radios indépendantes ont été réduites au silence. Voilà deux ans que les radios indépendantes ne mettent plus au Burundi, pays noir au Classement de la liberté de la presse de RSF. Alors qu'il continue à harceler et persécuter les journalistes qui osent le critiquer, le gouvernement de Pierre Nkurunziza instaure peu à peu un pluralisme de façade, histoire de faire taire les critiques internationales. A l'intérieur du pays, pourtant, le peuple n'est pas dupe.

Aujourd'hui au Burundi, l'accès à l'information est radicalement appauvri. Selon une enquête publiée par Iwacu, l'offre d'information sur les radios a diminué de plus de 73% depuis la fermeture forcée de la Radio publique africaine (RPA), de Radio Bonessa, de Radio Renaissance et de Radio Isanganiro en mai 2015. Si la Radio Isanganiro a repris ses missions en février 2016 après avoir signé un acte d'engagement avec le gouvernement, les autres radios demeurent fermées. Elles sont officiellement sous le coup d'une enquête qui n'a jamais abouti, si tant est qu'elle ait même commencé. Les réseaux sociaux ont en partie pris le relais de l'information mais ne sont pas immunisés contre les rumeurs et ne permettent pas vraiment la confrontation d'opinions contradictoires. Des dizaines de journalistes sont toujours en exil. Ceux qui continuent à travailler au Burundi sont régulièrement menacés du fait qu'ils sont journalistes, souvent accusés de travailler pour les médias de l'extérieur. Ils rencontrent des restrictions quotidiennes dans leur travail, comme le fait de devoir se déclarer aux autorités locales avant de pouvoir effectuer un reportage. L'organisation représentative des médias, l'Union burundaise des journalistes a été suspendue en octobre 2016, en même temps que les principales organisations de défense des droits de l'Homme. Les quelques médias qui continuent à fonctionner sont alignés sur le gouvernement ou sont contraints d'être extrêmement prudents pour éviter les foudres des autorités. Depuis 2015, une rhétorique contre les journalistes â€œcollaborateursâ€ des puissances internationales, ou â€œennemis de la Nationâ€ est progressivement développée. Ce discours public tolérant et pacifique plonge les journalistes dans un climat de peur et d'autocensure. Il légitime surtout les actes de violences et de menaces contre eux. Ainsi depuis deux ans, la diversité médiatique qui caractérisait le Burundi n'est plus qu'un simple pluralisme de façade pour mieux garder la main sur les médias. En février 2016, le gouvernement a autorisé la réouverture de Radio Isanganiro, sous réserve qu'elle signe un acte d'engagement la contraignant à respecter une certaine ligne éditoriale. Depuis, de l'avis des auditeurs comme des journalistes, la radio fonctionne sous contrainte et les autorités gouvernementales s'immiscent régulièrement pour corriger certains reportages et en décourager d'autres. Pourtant cette réouverture est régulièrement mise en avant comme un gage de bonne foi envers les médias par les autorités. De nouveaux médias ont été créés, dirigés par des proches du gouvernement à la ligne éditoriale politisée tels Ikihiro. L'ancien porte-parole des services nationaux de renseignement, Théophile Bigirimana, est lui devenu directeur de l'Agence de Presse burundaise. Le gouvernement ne cache pas non plus son souhait de faire rouvrir dans le futur d'autres médias aujourd'hui fermés. Mais cela se fera certainement sans les anciennes équipes aujourd'hui en exil. Les directeurs des principales radios sont toujours sous le coup de mandats d'arrêt au Burundi. Quant aux journalistes en exil, le simple fait d'être partis un temps les désigne comme coupables. Pour rappel, Jean Bigirimana est rentré de deux semaines de formation au Rwanda quand il a été arrêté pour ne plus jamais réapparaître. Ce souhait de retour un paysage médiatique â€œnormaliséâ€ est bien illustré par les propos du ministre burundais de la Communication et des Médias, Nestor Bankumukunzi lors de la journée du 3 mai. S'il a reconnu les difficultés auxquelles font face les médias aujourd'hui, il a appelé les responsables des médias à â€œtenirâ€ en attendant que les partenaires (internationaux) reviennent financer les médias. Une requête â€œtonnanteâ€ alors que le Burundi refuse d'offrir à l'Union européenne les garanties dans le domaine des droits de l'Homme qui permettraient la reprise des subventions publiques. Le vice-président du CNC, Gabriel Bihimugani, a même affirmé que le Burundi a enregistré cette année des avancées significatives en matière de liberté de la presse. Il n'a pas dû prendre en compte la disparition toujours non élucidée du journaliste Jean Bigirimana en juillet 2016, l'arrestation de deux journalistes français et d'une journaliste américaine en janvier et en octobre 2016, les arrestations de journalistes burundais par le SNR ou la police, les menaces et les campagnes de harcèlement en ligne contre le correspondant de la Deutsche Welle et coordinateur de SOS Média Burundi, Willy Eloge Kaneza. « Le risque aujourd'hui est le développement d'un pluralisme de façade qui pourrait faire croire à â€œnormaleâ€, alors que toute une génération de journalistes formés et professionnels est encore en exil et ne peut rentrer, alerte Clémentine Kahn-Sriber responsable du Bureau Afrique de Reporters sans frontières. RSF appelle le gouvernement burundais à cesser le harcèlement des journalistes et à mener des investigations impartiales dans les cas de journalistes agressés et disparus. La lumière doit notamment être faite sur la disparition de Jean Bigirimana. Une enquête a été ouverte dans un premier temps pour apaiser ses collègues et proches, mais ce jour elle semble abandonnée. Pour ce faire, RSF invite les autorités burundaises à coopérer pleinement avec la Commission d'enquête des Nations unies sur les droits de l'Homme au Burundi. » Le Burundi a perdu quatre places supplémentaires en 2016 selon l'édition 2017 du Classement de la liberté de la presse établi par Reporters sans frontières. Il est aujourd'hui classé parmi les pays â€œnoirsâ€ où la situation est considérée comme â€œtrès graveâ€. Signer la pétition pour demander la disparition de Jean Bigirimana.

À

À

```
(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});
```